

Service Risques
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 16 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

B.I.G. YARNS FRANCE SA (ex Ideal Fibres & Fabrics) Comines B.I.G. YARNS FRANCE SA

Rue de l'Energie
BP 10085
59560 Comines

Références : 2026.03.12_BIG YARNS_Comines_INSP ESP_RAPPVI

Code AIOT : 0007001184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement B.I.G. YARNS FRANCE SA (ex Ideal Fibres & Fabrics) Comines B.I.G. YARNS FRANCE SA implanté Rue de l'Energie BP 139 59557 Comines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B.I.G. YARNS FRANCE SA (ex Ideal Fibres & Fabrics) Comines B.I.G. YARNS FRANCE SA
- Rue de l'Energie BP 139 59557 Comines
- Code AIOT : 0007001184
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IDEAL FIBRES & FABRICS fait partie du groupe BEAULIEU International. Spécialisé dans la confection de fibres synthétiques, le site de Comines comporte divers ateliers de production textile incluant notamment un atelier d'extrusion, des lignes de retorderie et d'ennoblissement par thermofixation.

Le site, localisé à Comines, en bordure de la Lys, s'étend sur environ 17,6 hectares.

Il est autorisé par arrêté préfectoral du 07 décembre 2016 accordant à la S.A. IDEAL FIBRES & FABRICS l'autorisation d'exploiter une unité de fabrication de fibres synthétiques.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la

rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Suivi avec PI (IP, RP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	(NF E 32020) Mode d'exploitation de générateur de vapeur	Norme du 01/12/1996, article 6.1.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Conditions d'assemblage	Code de l'environnement du 28/12/2016, article 557-14-2 et 557-14-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs non-conformités et remarques. Il est nécessaire de solder ces constats dans les meilleurs délais afin d'assurer une exploi-

tation conformément à la réglementation.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste des équipements sous pression prévue à l'article 6.III a été examinée. Sur la forme, il manque l'indication du régime de suivi (avec ou sans plan d'inspection) dans cette liste. Sur le fond, un certain nombre d'équipements identifiés sur site et soumis au suivi en service ne sont pas recensés dans la liste. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none">- accumulateur de pression situé dans le local sprinklage, marque CHARLATTE, année 1996, n°10012466, volume 100L, PS10b- accumulateur de pression de couleur rouge à l'entrée de l'atelier masterbatch, marque FLEXCON n°016117, PS 6b, volume 110L- accumulateurs de pression similaires sur groupes de refroidissement des cheminées à l'étage, PS 6b, volume 80L- 3 groupe froid Carrier situés sur le toit, notamment groupe Carrier 2, numéro de fabrication 12C103995 Enfin certains équipements identifiés sur le site mais dont les caractéristiques n'ont pas pu être relevées sont susceptibles d'être soumis au suivi en service. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none">- accumulateur de pression de couleur rouge situé au niveau du groupe de compression nouveau ATLAS COPCO- 2 accumulateurs de pression de couleur rouge, sous l'escalier à l'arrière de la zone utilités Non-Conformité n°1 : La liste d'équipements présentée n'est pas conforme, certaines informations sont manquantes (cf. plus haut). Non-Conformité n°2 : Plusieurs équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 ne sont pas recensés dans la liste 6.III (cf. plus haut)

<p>Remarque n°1 : certains équipements dont l'ensemble des caractéristiques n'ont pas pu être relevées sont susceptibles d'être soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Dans ce cas, ils doivent être recensés dans la liste 6.III.</p> <p><i>* Le relevé d'équipements non recensés ne se veut pas exhaustif. Il a été établi en fonction des lieux visités, des indications fournies par l'exploitant et de l'accessibilité des équipements.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-Conformité n°1 : Corriger les informations portées dans la liste des équipements soumis au suivi en service.</p> <p>Non-Conformité n°2 : Compléter la liste avec les équipements non référencés identifiés ci-dessus.</p> <p>Remarque n°1 : Confirmer les caractéristiques des équipements identifiés ci-dessus et compléter la liste le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Dossiers des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications pé-

riodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

Constats :

Les dossiers de certains équipements ont été examinés.

- réservoir ALTECO n°K16-0064-02, année 2016, PS 11b, volume 2636L, air comprimé
 - les pièces suivantes ont pu être consultées : registre, déclaration de conformité CE, DMS du 02/02/2026, attestation de RP du 11/02/2026
 - les pièces suivantes n'ont pas pu être présentées : identification et caractéristiques des accessoires de sécurité, CMS (dont mention est faite au registre cependant)
- échangeur API HEAT TRANSFER n°101291603, PS 11b, volume 45L, année 2016
 - les pièces suivantes ont pu être consultées : déclaration de conformité CE, rapport de RP du 10/02/2026
 - les pièces suivantes n'ont pas pu être présentées : registre, identification et caractéristiques des accessoires de sécurité
- tunnel vapeur SUPERBA n°TVP 384/02, année 1997
 - les pièces suivantes ont pu être consultées : plan de contrôle AQUAP 2005/01 du 26/07/2011, déclaration de conformité directive machines, documents d'identification des accessoires de sécurité, dernière attestation de RP du 19/03/25, registre, déclaration d'appareil à vapeur du 25/02/1998, état descriptif, certificat d'épreuve initiale du 25/09/97, plan de fabrication, rapports d'IP des 29/03/22 et 06/08/18, rapport de RP du 04/05/15
- Chaudière n° E4561 année 2008 - PS 10b
 - les pièces suivantes ont pu être consultées :
 - Notice d'instructions, attestation de RP du 6/12/2017 + essais de sécurité- SPHP 24/8/22
 - Plan de contrôle n° BCF 4561 du 26/7/2011
 - Attestation de RP du 6/1/2025
 - Compte-rendu d'IP du 7/8/25 + tests de sécurité
 - Attestation de CAI notable n° 4561 - 3/01/2025
 - dossier de réparation Wiessman de 7/2/2020 (remplacement de 3 tubes)
 - PV de soupape n° C1631844-1 PS10b essai 4/12/2017
 - Compte-rendu d'IP du 19/01/2018
 - rapports d'essais périodiques
 - déclaration de conformité CE du 22/7/2008
 - les pièces suivantes n'ont pas pu être présentées :
 - registre
 - cahier de quart
 - rapports des contrôles semestriels des dispositifs de sécurité et de régulation
- Réservoir SCO n° Z098 Vol 10000I PS 11b année 1/9/1993

- les pièces suivantes ont pu être consultées : Etat descriptif, plan de fabrication,
- Compte-rendu d'IP du 28/7/25, rapport de RP du 27/7/2021, procès-verbal d'épreuve initiale d'appareil a pression de gaz du 24/9/93

Non-conformité n°3 : pour certains équipements listés ci-dessus, les dossiers prévus à l'article 6 n'étaient pas complets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n°3 : compléter les dossiers des équipements conformément à l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suivi avec PI (IP, RP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 13

I. Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.

Un examen est considéré comme étant complet s'il permet une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement. Il tient compte des conditions de conception et de fabrication de l'équipement mentionnées dans la notice d'instructions, des conditions de son exploitation, de l'environnement dans lequel il est utilisé, et des résultats des examens antérieurs, en particulier l'évaluation des dégradations éventuelles mises en évidence, qu'elles soient liées à sa fabrication ou à son exploitation. Les critères d'acceptabilité sont adaptés au caractère qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif des informations intervenant dans la détermination de la période maximale entre les contrôles et de leur nature contribuant à l'examen complet, et aux incertitudes affectant ces informations.

Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes.

II. Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.

Constats :

Le dossier du groupe froid n°2, de marque Carrier, n°12C103995, année 2011 a été examiné.

Les pièces suivantes ont pu être consultées : notice, documents identifiant les accessoires de sécurité, déclaration de conformité CE.

Les pièces suivantes n'ont pas pu être présentées : registre, déclaration de mise en service, plan d'inspection, procès-verbal de visite initiale, derniers rapports d'inspection périodique et de requalification périodique.

Non-conformité n°4 : le dossier de l'équipement ne comprend pas l'ensemble des pièces prévues au chapitre A7 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.

Non-conformité n°5 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation des inspections périodiques et requalifications périodiques de l'équipement, prévues respectivement aux chapitres A2 et A3 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression.

Remarque n°2 : Les deux autres groupes froid Carrier vus sur site, non référencés dans la liste des équipements sous pression prévue à l'article 6.III de l'arrêté du 20 novembre 2017 et dont l'ensemble des caractéristiques n'ont pas été relevées sont également susceptible d'être en défaut de dossier d'exploitation et de respect des périodicités d'inspection et de requalification périodique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n°4 : compléter le dossier de l'équipement susmentionné avec les pièces prévues au chapitre A7 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020.

Non-conformité n°5 : justifier de la régularisation des contrôles réglementaires, inspection périodique et requalification périodique, prévus respectivement aux chapitres A2 et A3 du cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression.

Remarque n°2 : pour les deux autres groupes froid dont les dossiers n'ont pas été examinés, confirmer le contenu de leurs dossiers et de leur suivi réglementaire, le cas échéant les compléter conformément aux points ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 15

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]

Constats :

L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation des inspections périodiques prévues à l'article 15 pour l'équipement suivant, soumis au suivi en service selon l'arrêté du 20 novembre 2017 :

- accumulateur de pression situé dans le local sprinklage, marque CHARLATTE, année 1996, n°10012466, volume 100L, PS10b

Non-conformité n°6 : l'équipement susmentionné est en retard d'inspection périodique

Pour les équipements suivants, sous réserve de confirmation de leur statut et de leur date de mise en service, il est nécessaire de justifier de la réalisation des inspections périodiques prévues à l'article 15 :

- accumulateur de pression de couleur rouge à l'entrée de l'atelier masterbatch, marque FLEXCON n°016117, PS 6b, volume 110L

- accumulateurs de pression similaires sur groupes de refroidissement des cheminées à l'étage, PS 6b, volume 80L

- accumulateur de pression de couleur rouge situé au niveau du groupe de compression nouveau ATLAS COPCO (caractéristiques inconnues)

- 2 accumulateurs de pression de couleur rouge, sous l'escalier à l'arrière de la zone utilités (caractéristiques inconnues)

Remarque n°3 : sous réserve de leurs caractéristiques et de leur date de mise en service, les équi-

pements susmentionnés sont susceptibles d'être en retard d'inspection périodique
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité n°6 : justifier pour l'équipement visé la régularisation de l'inspection périodique prévue à l'article 15. Remarque n°3 : sous réserve de leurs caractéristiques et de leur date de mise en service, justifier pour les équipements visés la régularisation des inspections périodiques prévues à l'article 15.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 18 I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'explo-

tant.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation de la requalification périodique prévue à l'article 18 pour l'équipement suivant, soumis au suivi en service selon l'arrêté du 20 novembre 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accumulateur de pression situé dans le local sprinklage, marque CHARLATTE, année 1996, n°10012466, volume 100L, PS10b <p>Non-conformité n°7 : l'équipement susmentionné est en retard de requalification périodique</p> <p>Pour les équipements suivants, sous réserve de confirmation de leur statut et de leur date de mise en service, il est nécessaire de justifier de la réalisation de la requalification périodique prévue à l'article 18 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accumulateur de pression de couleur rouge à l'entrée de l'atelier masterbatch, marque FLEXCON n°016117, PS 6b, volume 110L - accumulateurs de pression similaires sur groupes de refroidissement des cheminées à l'étage, PS 6b, volume 80L - accumulateur de pression de couleur rouge situé au niveau du groupe de compression nouveau ATLAS COPCO (caractéristiques inconnues) - 2 accumulateurs de pression de couleur rouge, sous l'escalier à l'arrière de la zone utilités (caractéristiques inconnues) <p>Remarque n°4 : sous réserve de leurs caractéristiques et de leur date de mise en service, les équipements susmentionnés sont susceptibles d'être en retard de requalification périodique</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité n°7 : justifier pour l'équipement visé la régularisation de la requalification périodique prévue à l'article 18.</p> <p>Remarque n°4 : sous réserve de leurs caractéristiques et de leur date de mise en service, justifier pour les équipements visés la régularisation des requalifications périodiques prévues à l'article 18.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont infor-</p>

<p>més et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'examen de la liste des équipements sous pression et de la visite terrain il a été constaté que plusieurs équipements dépassant le seuil défini à l'article 7 sont exploités.</p> <p>Non-conformité n°8 : l'exploitant ne dispose pas d'une reconnaissance d'aptitude de son personnel à la conduite de ces équipements, dans les conditions prévues à l'article 5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité n°8 : pour les personnels concernés, établir la reconnaissance de leur aptitude à la conduite des équipements sous pression, dans les conditions prévues à l'article 5.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : (NF E 32020) Mode d'exploitation de générateur de vapeur

<p>Référence réglementaire : Norme du 01/12/1996, article 6.1.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions relatives aux contrôles – Contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.1.3.3 Contrôles</p> <p>Les dispositifs de réglage, de régulation, de signalisation et de sécurité doivent être contrôlés au moins une fois par semestre, par des spécialistes indépendants du personnel effectuant les vérifications journalières.</p> <p>Toutefois, si un générateur est demeuré à l'arrêt pendant une durée d'au moins six mois consécutifs, cette périodicité est portée à un an.</p> <p>Dans tous les cas, les dispositifs de réglage, de régulation, de signalisation et de sécurité doivent être contrôlés, au moins une fois tous les douze mois, en présence d'un représentant d'un organisme de contrôle reconnu. Ce contrôle doit également porter sur la possibilité d'intervention rapide du personnel.</p> <p>Les contrôles des capteurs de sécurité et des capteurs de dérive doivent être exécutés en provoquant réellement les défauts qu'ils sont chargés de détecter.</p> <p>La date des contrôles ainsi que leurs résultats doivent être consignés dans le registre d'entretien.</p>

Constats :
Non-conformité n°9 : Pour la chaudière STEIN n° E4561, PS 10b, volume 7990L, année 2008, dont le dossier a été examiné, il n'a pas pu être présenté les derniers contrôles semestriels des dispositifs de régulation et de sécurité prévus au 6.1.3.3 de la norme NF E 32 020 sur les modes d'exploitation des chaudières à vapeur pilotées sans présence humaine permanente.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Non-conformité n°9 : justifier de la régularisation des contrôles périodiques des dispositifs de régulation et de sécurité tels que prévus au 6.1.3.3 de la norme NF E 32 020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Conditions d'assemblage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article 557-14-2 et 557-14-3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de présentation, d'utilisation et d'assemblage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R557-14-2 L'exploitant s'assure que les conditions d'utilisation des équipements sont conformes à celles pour lesquelles ils ont été conçus et fabriqués. En particulier, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant et figurant sur les équipements ou la notice d'instructions selon les cas des équipements, de l'ensemble ou de l'ensemble nucléaire sont respectées, sauf si des dispositions spécifiques sont prévues par arrêté ministériel pris dans les conditions prévues à l'article R. 557-14-6.</p> <p>Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.</p> <p>Article R557-14-3 I.- Les équipements sont convenablement assemblés entre eux.</p> <p>Les éléments ci-après sont indiqués à titre de contexte et n'ont pas de valeur réglementaire : La bonne pratique et la littérature (Guide du dessinateur industriel, hachette technique, A. Chevalier) retiennent qu'il est nécessaire que la vis ou le goujon dépasse de leur écrou de 2 pas au minimum pour assurer une bonne répartition des contraintes. Ces documents retiennent également la nécessité d'utilisation de rondelles pour éviter de marquer les pièces, ce qui peut engendrer des amorces de dégradation. Dans la même idée le couple de serrage doit être respecté selon prescriptions des fabricants (montage, joint, présence de rondelle / graisse, caractéristiques mécanique de la boulonnerie : notamment filés roulés ou usinés, etc.).</p>
Constats :

Lors de la visite terrain il a été constaté qu'un certain nombre d'équipements à l'arrêt et non présents dans la liste des équipements sous pression ont été laissés en place et simplement déconnectés du réseau (accumulateur de pression blanc à l'étage dans le local air comprimé, accumulateurs de pression rouges sous l'escalier du même local). Compte-tenu de leur état de de leurs conditions de stockage, ces équipements ne peuvent être remis en service en l'état. Il conviendrait de les évacuer.

Concernant la chaudière à vapeur ancienne, celle-ci est à l'arrêt et ouverte, cependant elle reste connectée au réseau gaz. Dans le local de production de vapeur, il a été constaté que la soupape du réseau vapeur a perdu son plombage. Enfin sur la chaudière à vapeur en service, STEIN n°E4561, l'une des plaques de fumée a été remontée avec boulonnerie partielle, certains goujons sont manquants.

Remarque n°5 : Certains équipements vus sur site, à l'arrêt et susceptibles d'être remis en service ne sont pas maintenus en bon état d'entretien ou explicitement mis au rebut. La soupape de protection du réseau vapeur ne dispose plus de son plombage. La chaudière en service présente des assemblages partiels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque n°5 : clarifier le statut des équipements, à l'arrêt ou rebut et maintenir dans des conditions appropriées à leur retour en service les équipements qui ne sont pas placés au rebut. Corriger les assemblages et défauts identifiés ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois